



PAR COURRIEL

Le 27 juin 2025

Objet : Demande d'accès aux documents - Décision

V/Réf. : Juges de paix fonctionnaires

N/Réf. : BSM-2025-005194

Bonjour,

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue le 2 juin 2025, laquelle se lit comme suit :

[...] En vertu de la <<LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS>>;
je vous prie de bien vouloir me fournir la liste de tous les juges de paix fonctionnaires et qui travaillent au ministère de la justice(service du greffe chambre criminelle de Montréal) depuis 2020 jusqu'à l'année 2025. [...].

(Transcription intégrale)

Décision

Nous donnons suite à votre demande. Vous trouverez ci-dessous la liste des juges de paix fonctionnaires exerçant au palais de justice de Montréal en date du 2 juin 2025 :

Page 1 sur 5



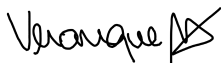
- Abdelali Korchal
- Abdellah Marah
- Abygaël Dugué
- Adje Adjo Josiane Kouassi
- Ahmed Guindo
- Alain Leduc
- Alejandra Iglesias Rivera
- Alexandra Laplante
- Ali Moussaoui
- Andrée-Anne Petit
- Andrée-Anne Poirier
- Anna Bodryzlova
- Anthony Miron Tucci
- Arielle Olivia Milhomme
- Aryan Walizada
- Asma Mehenni
- Audréanne Silveira
- Beverly Jules
- Brahim Mouhtakir
- Carine St-Jules
- Carla Fialho-Dionisio
- Chantal Ste Marie
- Charles Desjardins
- Chavanne Deshommes
- Christian G. Sirois
- Cindy Gendron
- Cindy Leblanc
- Coralie Peyrat
- Diana Monica Bordean
- Eduard Paduret
- Elsa Acem
- Emily Savard
- Estrela Pereira
- Eveline Laelle Dende Mba
- Fannel Leonard
- Florence Fournelle
- Gabrielle Landré
- Giovanni Diamante
- Gloriam Joyce Ramael Bityeke
Surya
- Guy Létourneau
- Hasnae Alaoui Hasni
- Huguette Verrette
- Isidonie Bizimana
- Jacqueline Rojas
- Jessica Lescarbeault
- Jessica Radwan
- John Mason
- Jordi Ndunguna
- Kaoutar El Habib
- Karla E. Varela Marron
- Kathleen Charles
- Kelly Sousa Pereira
- Kristina Mokhammad
- Laurentiu Nechifor
- Laurie Paquet Carrier
- Léa Leblanc
- Lili Rose Chartier
- Liliane Santos Ramos
- Lina Christelle Nana Ngassa
- Lou Nan Angele Gnaé
- Luis-Marian Lipoveanu
- Lyne Lavigueur
- Lyne Thivierge
- Mariane Bastien
- Maribel Elena Soto Olivares
- Maribel Morais
- Marie-Claude Turcotte
- Marie-Ève Jarbeau
- Marius Bilici
- Martine Gamache
- Mehdi Mehimmedetsi
- Mélinda Myrand
- Mélisa Larocque
- Ming Fen Li
- Mylène Germain
- Nattacha Deshommes
- Nicole Pistilli
- Nicoleta Titz Paun
- Noémie Bédard

- Ouehi Setta Gogbeu
- Pascal Desjardins
- Patrick Chapdelaine
- Paul Legrand Ninguet Long
- Philippe Laurin
- Rachel Dupéré
- Rachelle Deschênes
- Rose Gnace Louissaint
- Rosine Kenfack Tsobze
- Saad Souadi
- Sandra Blondeau
- Sandrine Laplante
- Santa-Lopez Lareine
- Sarah-Sophie Gauvin-Rainville
- Sébastien Hébert
- Sherley Morin
- Shirley Maria Morales-Rojas
- Sira Konaté
- Slavica Milinic-Kozic
- Sofia Charestan
- Sophie Roy
- Stéphane Beaupré
- Stéphane Racine
- Sylvie Martin
- William Belbin
- Yanni Gahrar
- Yosef Indra Yudharso

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (articles 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Véronique Morin, avocate
Responsable substitut de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels

p. j. 1

AVIS DE RECOURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (article 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boulevard René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTREAL

2045, rue Stanley
Bureau 900
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (article 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (article 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les 30 jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les 10 jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.